

LE POIDS DU POUVOIR ET LA LIBERTE

Jeanne Hersch

Les problèmes moraux de la vie publique et de la vie privée *ne peuvent pas être essentiellement différents* : la vie privée n'est jamais purement privée, du fait qu'elle met nécessairement en jeu "les autres" et "la société", — et la vie publique n'est jamais "publique" exclusivement, puisqu'elle implique aussi l'être personnel et son contexte. Les différences entre ces deux ordres de réalité ne sont que de degré et d'accent.

Les problèmes semblent se poser en termes proprement moraux surtout dans la vie privée, plus étroitement rattachée à la source vive de la moralité (au sens kantien), plus proche du "Fais ce que dois, advienne que pourra" (impératif catégorique, indépendant des circonstances et des conséquences) — alors que, dans la vie publique, les conséquences prévisibles s'imposent avec un poids et des dimensions écrasantes. Mais en fait, les deux ordres de problèmes se posent *moralement* dans un "milieu" socialo-éthique, celui *des moeurs*, où se définissent et se propagent "*les habitudes*" individuelles et collectives d'une société. Il est donc faux et illusoire d'abstraire l'un de l'autre, par goût de netteté, deux niveaux d'existence irrémédiablement interdépendants. Tout comportement "privé" agit sur la vie publique à travers le règne diffus des "moeurs", des habitudes morales d'une société — et réciproquement.

Il existe pourtant entre les deux *une opposition importante* : les problèmes moraux de la vie publique ne peuvent pas être posés en termes de "sacrifices", du fait qu'ils mettent en jeu "les autres", et en grand nombre, comme aussi un héritage historique qui appartient à tous. C'est pourquoi "le problème moral" fondamental, source et fondement existentiel de la construction du "je" (et de ses Droits), qui se pose à travers les données constitutives du "nous" public, n'implique ni négation du "je", ni superstition du "nous", ni abstraction impersonnelle. Cette situation

inextricable, loin de dispenser la personne singulière de sa moralité personnelle, ne fait qu'en accroître la responsabilité. C'est sous cet angle qu'il importerait d'étudier l'analyse que Karl Jaspers a tenté de faire, dans sa "*Schuldfrage*", de la responsabilité individuelle et collective allemande à l'époque d'Hitler.

Comme dans toutes les choses humaines, nous avons affaire ici à "un mixte" de *donné* ET de *liberté*, et à la tentation — peut-être la plus fréquente ou constante de toutes — de l'orgueil humain, qui, dans son purisme, voudrait les *séparer*. La racine constitutive et indispensable de cette tentation reste le caractère *absolu* de l'exigence morale, dont la conduite morale effective est le plus souvent la traduction relativisée.

Mais il existe aussi une tentation inverse, *relativiste*, qui au contraire rabat tout le moral sur le *donné* (nation, classe, race, etc). Seule subsiste alors une compétence s'inscrivant dans une *technique* "historique" — qui n'a plus d'ailleurs d'historique que le nom puisque, en déshumanisant les processus collectifs, elle en élimine l'histoire.

C'est pourquoi j'ai centré ma réflexion sur *la relation entre liberté et pouvoir*, présente dans les deux sortes de problèmes moraux, privés et publics. Je me trouve dès lors dans l'ambiguïté et face à une double tentation : considérer le pouvoir comme un signe de *légitimité* (comme par exemple sous l'Ancien régime), — ou au contraire, comme signe de contrainte et d'inhumanité. Dans les deux cas, *l'hybris* du point de départ nous fait sortir de la condition humaine réelle, soit par soumission délibérée de la liberté à la *force*, soit par le recours à un *angélisme* qui permet de méconnaître le poids des moyens incarnés, par lesquels se fait l'histoire.

L'homme ne prend conscience de sa possible liberté que face à *une contrainte*, assez forte pour la tenir en échec, mais pas assez pour que l'échec apparaisse inévitable, au point d'exclure jusqu'au projet. Il suffit de penser, par exemple, à la situation sociale au temps du premier capitalisme. La contrainte qui pèse sur la liberté peut consister soit en une "pesanteur" (ainsi celle des besoins vitaux), soit en un pouvoir qui s'oppose à elle (ainsi la force, police ou armée), selon qu'elle est en quelque sorte passivement donnée au niveau matériel — ou au contraire délibérément menaçante. Dans le premier cas, il peut n'y avoir aucune liberté *visible*, aucun conflit; dans le second, liberté et conflit sont manifestes.

Mais jamais la pesanteur matérielle du pouvoir n'est absente.

Il y a là une difficulté évidente : l'asymétrie des situations a pour effet que *le statu quo de contrainte* semble toujours moralement plus pacifique que la lutte contre elle par la liberté. Si l'on admet que la moralité des conduites dépend des enjeux de liberté qu'elles comportent, il s'ensuit que les problèmes qu'elle pose deviennent de plus en plus difficiles au fur et à mesure que le donné historique se rapproche de conditions compatibles avec la liberté.

Tout détenteur de pouvoir est tenté de considérer ce pouvoir même comme un signe de sa propre légitimité. Symétriquement, quiconque subit la contrainte d'un pouvoir est tenté de mépriser ce pouvoir du seul fait de la contrainte qu'il permet d'exercer. D'où les convictions opposées concernant le pouvoir et sa légitimité. Aujourd'hui, dans nos sociétés occidentales, la nature du pouvoir et sa répartition permettent au grand nombre des citoyens de le convoiter tout en le méprisant. Il s'ensuit une sorte de "dé-moralisation du pouvoir", — que j'appelle "angélisme" à cause des facilités qu'elle offre, et qui trompe profondément sur la condition humaine — à travers un mépris général du pouvoir et de ceux qui le détiennent, doublé d'une vive prétention à revendiquer pour soi-même "des mains propres".

Par extension, le pouvoir comme tel et tout ce qui s'y rapporte se trouve honni, avec tous les moyens matériels qui l'assurent : armes, argent, moyens de blocus, etc. Cela va jusqu'aux casques bleus de l'ONU. On s'éprend d'une innocence archaïque, faite d'impuissance ou d'abdication. La liberté, faute de moyens, déploie ses mérites dans l'irréalité. La force règne.

Il serait temps de reconnaître que, *dans la condition humaine, il n'est pas de liberté réelle qui soit vierge de tout pouvoir*. Le pouvoir est partout où la liberté réussit à s'incarner pour agir. Dès que la liberté se veut efficace, elle s'empare des moyens du pouvoir. Il n'est pas de droit sans police, mais pas de police qui ne soit soumise au droit par les moyens de la force.

C'est que l'homme a un corps, et qu'il ne peut user de sa liberté que tant que ce corps est vivant. Il lui faut donc se nourrir, se défendre. Nul ne peut offrir, à qui fuit la persécution, l'asile de sa maison s'il n'a pas

de maison, et s'il n'est pas décidé à la défendre par le pouvoir dont il dispose.

Le pouvoir est partout. Il n'est pas de liberté qui ne se défende, qui ne lutte contre la contrainte d'un pouvoir, que ce soit dans la vie privée ou la vie publique, et qui n'ait recours elle-même, sous peine d'irréalité, à la contrainte d'un pouvoir.

Ce lien indépassable entre les deux pouvoirs, de la contrainte et de la liberté, est si multiple, complexe, invincible, qu'il en résulte à la fois l'exigence *absolue* de la liberté, et sa "mise en oeuvre" irrémédiablement contradictoire et *relative*.

Telle est l'histoire. Et elle ne peut ni s'arrêter, ni prendre fin, ni se figer dans l'univoque.